

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 40

Bulletin d'information de la **CNGR**Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

LA CONSTRUCTION NAVALE PREND

L'EAU. *L'annonce d'importants contrats de production aux chantiers de Saint-Nazaire ne doit pas occulter les menaces qui pèsent sur les autres sites de la construction navale française. C'est notamment le cas chez DCN, autrefois société publique mais dont 25% du capital est aujourd'hui détenu par Thalès. Le groupe préfère délocaliser la production en Corée du Sud (où il est en partenaire de Samsung sur le plus grand chantier naval au monde) et en Inde, où les coûts, notamment les salaires, sont très inférieurs à ceux de la France. DCN est implanté à Brest, Toulon, Lorient, Cherbourg, Ruelle et Saint-Tropez. En 2001, le gouvernement Jospin a transformé cette entreprise publique en société privée contrôlée à 100% par l'Etat, en préalable à l'ouverture du capital (on connaît la chanson !) Depuis lors, 450 emplois ont été supprimés, et les syndicats craignent que la compression des effectifs s'accroisse. Même inquiétude chez CMN (Constructions Mécaniques de Normandie), où l'actionnaire principal exige un plan de réduction des coûts et menace de sous-traiter une partie de la fabrication des navires à des salariés d'Europe de l'Est. Et vogue la galère libérale...*

LA BOLIVIE A GAUCHE. *La victoire écrasante d'Evo Morales dès le premier tour de l'élection présidentielle en Bolivie confirme la volonté croissante des peuples d'Amérique latine de rompre avec les politiques libérales qui leur sont imposées par le FMI, Washington et les oligarchies locales depuis un quart de siècle. Au programme du candidat du MAS (Mouvement vers le Socialisme) : l'élection d'une Assemblée Constituante et la nationalisation du secteur des hydrocarbures. La Bolivie possède de très importantes réserves de gaz naturel dont l'exportation pourrait devenir l'axe de son développement. C'est la première fois qu'un indigène accède à la magistrature suprême sur le continent américain.*

EDITO: DES 2006, OUVRIR UNE VOIE NOUVELLE

Notre peuple souhaite un changement de cap

Le peuple de France rejette massivement le libéralisme. Il ne tolère plus que les emplois, le droit du travail, le niveau de vie, les services publics, la protection sociale et l'environnement soient sacrifiés sur l'autel de la mondialisation financière. Les Français refusent que leur souveraineté et la démocratie s'estompent au profit d'instances où le grand capital impose ses politiques.

Cette volonté de changer de cap a été exprimée avec force le 29 mai 2005 par la victoire du Non au référendum, contre les consignes des principaux partis de droite et de gauche. Depuis lors, bien qu'ayant perdu toute légitimité, le Président de la République et son gouvernement continuent de plus belle dans la casse des acquis sociaux et républicains. Ce démantèlement est facilité par l'absence d'un débouché politique à gauche, porteur d'une véritable alternative au néo-libéralisme.

Construire une alternative politique crédible

Il est de la responsabilité des organisations politiques de gauche qui ont porté le « non » d'élaborer une alternative politique qui ne craigne pas de défier le libéralisme financier. Priorité à l'emploi, à la revalorisation des salaires et des retraites, à l'école, à la santé, aux luttes contre les discriminations et l'insécurité sociale, à la sûreté de chaque citoyen. Il faut chercher à impliquer dans la construction de cette alternative les partis de gauche qui ont voté « oui », notamment le Parti Socialiste, s'ils admettent qu'en votant majoritairement « non » le peuple de France a exprimé son rejet des politiques libérales suivies au cours des vingt dernières années, et a affirmé des exigences et des attentes sociales fortes.

Cette alternative doit se construire à travers une large confrontation citoyenne, nourrie de multiples débats, forums, ou assises, et ouverte au mouvement social et populaire. L'apport des propositions des collectifs du 29 mai devrait conforter cette réflexion. Cette démarche citoyenne suppose que les formations politiques se mobilisent pour que le débat politique porte sur les véritables enjeux : quelles sont nos marges de manœuvre face à la mondialisation financière, comment relever la République et rendre active la citoyenneté, quel rôle attribuer à l'Etat dans l'alternative, ...

Se mobiliser tous ensemble

Des divergences sérieuses existent entre les différentes formations politiques de la gauche anti-libérale. Elles ont chacune, et c'est légitime, leur propre réflexion, leurs propositions, leurs initiatives. Mais prétendre combattre en ordre dispersé – chacun pour soi, pour son projet alternatif – un ennemi aussi puissant que le capital financier mondial relèverait de la gesticulation velléitaire. La construction d'une alternative au libéralisme implique au contraire que toutes les forces de gauche qui souhaitent s'y atteler, qu'elles aient voté « oui » ou « non » au référendum, dépassent leurs divergences dans la dynamique de la réflexion et de l'action.

MEILLEURS VŒUX REPUBLICAINS

2005 s'en va. Au passif : la poursuite de l'offensive libérale contre la République, les divisions de la gauche, incapable de célébrer dans l'unité le centenaire de la laïcité... A l'actif : le formidable élan du 29 mai, ce Non porteur d'espoir que nous entendons transformer en projet pour les prochains combats sociaux et politiques. Que 2006 soit le tremplin de la victoire !

Bonne année à toutes et à tous !

Encore faut-il qu'au plus vite ces divergences, mais aussi les propositions communes, soient exposées pour qu'elles fassent l'objet de débats décentralisés auxquels participeront les partis politiques, les associations sociales et populaires ainsi que plus grand nombre de citoyens possible. Ces débats, certains les qualifient de forums, d'autres parlent d'assises ou encore d'états généraux. Peu importe : **l'essentiel est que toutes les organisations de la gauche anti-libérale, à égalité de droits et de devoirs, co-organisent au plus vite cette confrontation citoyenne.**

Soyons très ambitieux. Chacun a pu vérifier que toute initiative unitaire mobilise beaucoup plus largement que la simple addition des mobilisations de chaque formation politique. Nous devons être capables d'impulser une mobilisation citoyenne beaucoup plus imposante que pour le 29 mai. L'enjeu est considérable : il s'agit de se libérer de près de 20 ans de dictature de la finance multinationale pour lancer une politique de transformation sociale aussi audacieuse et conquérante que celle que mit en place le Conseil National de la Résistance dans une France dévastée par la guerre.

Le foisonnement de candidatures au sein de la gauche anti-libérale, notamment à l'élection présidentielle, empêcherait de relever ce défi. Ce ne serait que des candidatures de témoignage, laminées par un scrutin injuste, laissant ainsi les mains libres aux libéraux de droite ou de gauche. Nous devons être capable de rompre avec cette stratégie de l'échec.

Une stratégie électorale unitaire et victorieuse

La gauche anti-libérale doit arrêter au plus vite, en vue des prochaines échéances électorales, une stratégie conforme à son projet politique, notamment dans sa dimension démocratique. Elle doit clairement s'engager à en finir avec une présidentialisation de la vie politique qui étouffe la démocratie et bâillonne le citoyen.

Nous devons annoncer une révision de la constitution pour aller vers une 6ème République rééquilibrant les pouvoirs et visant à développer la citoyenneté en démocratisant en profondeur nos institutions.

Cependant, la gauche anti-libérale doit s'engager à travers des dispositions précises à rééquilibrer les pouvoirs dès 2007, en réhabilitant le rôle politique du gouvernement et de l'Assemblée Nationale et en faisant vivre la citoyenneté. D'ailleurs, le texte constitutionnel approuvé en 1958 établit une répartition des tâches contraire aux pratiques anti-démocratiques actuelles. Défini dans son article 5, le rôle du Président de la République est de veiller au respect de la constitution, d'assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat, et de garantir l'indépendance nationale. L'article 20 stipule que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ».

Ce n'est donc pas au Président de la République mais au gouvernement contrôlé par l'Assemblée Nationale et les citoyens qu'il reviendra de mener la politique que nous souhaitons pour la France. Nous effectuerions ainsi un retour aux fondements républicains et démocratiques : le gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple.

C'est pourquoi le candidat présidentiel de la gauche anti-libérale devrait s'engager solennellement à respecter la volonté de la représentation nationale, notamment en s'interdisant de dissoudre la Chambre des Députés, et en

annonçant qu'il se démettrait de son mandat en cas d'opposition avec celle-ci.

Dès la campagne présidentielle, c'est le contrat de législature élaboré démocratiquement qui doit être placé au centre du débat politique. Cette responsabilité incombera à tous les partis de la gauche anti-libérale et à leurs responsables. Ainsi, les candidats de chaque formation politique devraient devenir les porte-parole de ce contrat de législature.

La campagne présidentielle doit être (y compris à travers la mobilisation des financements officiels attendus) d'abord et avant tout une campagne unitaire des forces politiques et sociales anti-libérales, sans que chaque formation politique renonce à prendre ses propres initiatives.

Certes, un candidat présidentiel unique aurait à mener une campagne autonome, puisque la loi électorale l'exige. Mais le socle de cette campagne serait formé par les partis politiques cosignataires du pacte de législature.

Même si le calendrier prévoit deux élections successives, nous aurons à créer une dynamique pour insuffler une campagne continue autour des mêmes thèmes, de la présidentielle à la législative. C'est à une victoire à répétition, de la démocratie et de la République sociale, que nous devons appeler le peuple français.

Nous n'avons pas le droit de décevoir l'électorat populaire

Dans ces conditions, la désignation du candidat ne peut être le préalable à un accord politique. Elle doit en être la résultante et ne peut se faire à travers des discussions plus ou moins secrètes. La meilleure candidature présidentielle pour la gauche anti-libérale n'est pas forcément portée par une femme ou un homme fortement médiatisé, bien au contraire. Notre victoire ne viendra pas de la notoriété de la candidate ou du candidat mais de notre capacité à nous mobiliser dans l'unité pour gagner les consciences à notre projet (le contrat de législature) et à notre démarche politique (faire vivre la citoyenneté).

Ce candidat doit être aussi celui ou celle dont le parcours symbolisera sans équivoque la résistance à la mondialisation financière ; compte tenu des responsabilités que la Constitution confie au président de la République, celui ou celle qui sera le mieux à même de porter la voix de la France sur la scène internationale pour que l'alternative y soit comprise et respectée, et qui pourra favoriser la mise en oeuvre de règles européennes et internationales plus sociales et démocratiques : un homme ou une femme qui incarnera la France et négociera en son nom sans jamais s'écarter des lignes d'action définies par le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

Depuis le 29 mai, la gauche du « non » tourne en rond, alors que sa victoire au référendum traduit une impérative exigence de changement exprimée par l'électorat jeune et populaire. Nous n'avons pas le droit de le décevoir !

Rappelons-nous que sans unité, le combat contre le capital financier est condamné à l'échec ; que nos concitoyens ont fait savoir le 29 mai qu'ils entendaient prendre la politique en main et ne voulaient plus s'en laisser conter par les « élites » et les institutions supranationales.

La responsabilité de la gauche est écrasante : elle doit sans délai ouvrir la voie d'une alternative aux contours précis, qui renoue avec les principes de la République et la justice sociale.